



Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

Distr.: Limitée
16 octobre 2006

Français
Original: Anglais

Troisième session
Vienne, 9-18 octobre 2006

Brésil: projet de décision

Examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rattachant

La Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, rappelant les fonctions qui lui sont assignées par la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, en particulier à l'alinéa d) du paragraphe 3 de l'article 32, et rappelant également le paragraphe 4 de l'article 32 de la Convention:

a) Exprime sa préoccupation face à la non-application des dispositions du paragraphe 5 de l'article 32 par de nombreux États parties à la Convention et engage tous les États parties à appliquer pleinement et sans plus tarder ces dispositions, afin d'achever les deux premiers cycles de collecte d'informations institués par ses décisions 1/2, 1/3, 1/5, 1/6, 2/1, 2/2, 2/3, 2/4 et 2/5, avant sa quatrième session et au plus tard fin mars 2008;

b) Engage les États parties qui ont été individuellement contactés par le secrétariat pour des éclaircissements ou pour qu'ils indiquent les mesures qu'ils ont prises ou qu'ils prévoient de prendre concernant l'application de certaines dispositions, conformément à ses décisions 2/1, 2/3 et 2/4, à fournir les informations demandées sans plus tarder;

c) Prie le secrétariat de lui présenter, à sa quatrième session, pour examen et suite à donner, un rapport final contenant les informations fournies par les États parties en réponse aux demandes ponctuelles mentionnées au paragraphe b) ci-dessus;

d) Prie le secrétariat, conformément au paragraphe 2 b) de l'article 33 de la Convention et sous réserve de la disponibilité de ressources extrabudgétaires à cette fin, d'aider les États parties sur leur demande à s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu du paragraphe 5 de l'article 32, en fournissant notamment des

* Nouveau tirage pour raisons techniques.



services consultatifs ponctuels ou en organisant des ateliers sous-régionaux ou régionaux en coopération avec les organisations régionales compétentes et les instituts affiliés ou associés à l'Organisation des Nations Unies, selon qu'il conviendra;

e) Prie également le secrétariat de lui soumettre, à sa quatrième session, des rapports analytiques finaux consolidés sur les deux premiers cycles de collecte d'informations pour examen et suite à donner;

f) Prie en outre le secrétariat, lorsqu'il établira les rapports analytiques mentionnés au paragraphe e) ci-dessus, de mettre en évidence les questions relatives au respect des dispositions pertinentes de la Convention et les difficultés rencontrées par les États parties dans leur application, et de formuler des recommandations à soumettre à son examen concernant les mesures appropriées à prendre et l'assistance qui pourrait être requise pour faire face à ces difficultés;

g) Prie le secrétariat d'élaborer des lignes directrices pour la communication d'informations, conformément aux paragraphes 4 et 5 de l'article 32 et à l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 33 de la Convention, afin d'aider les États parties à évaluer en détail la manière dont ils respectent certaines dispositions de la Convention et des Protocoles qui s'y rapportent, conformément au paragraphe 5 de l'article 32, lignes directrices qu'elle pourrait décider de réexaminer en profondeur de temps à autre en fonction de son programme de travail;

h) Prie également le secrétariat, lorsqu'il élaborera les lignes directrices mentionnées au paragraphe g) ci-dessus, d'étudier toutes les possibilités d'utilisation des technologies modernes de l'information et des applications Web pour assurer le maximum d'efficacité et d'efficacité;

i) Invite chaque État partie à désigner un interlocuteur pour assurer la coordination et la communication avec le secrétariat en ce qui concerne le respect des paragraphes 4 et 5 de l'article 32 de la Convention et à fournir au secrétariat l'adresse complète de cet interlocuteur;

j) Décide de constituer un groupe de travail à composition non limitée, qui comprendra les représentants des Parties, pour lui soumettre, à sa quatrième session, des recommandations détaillées sur:

i) Les moyens les plus efficaces de garantir un flux régulier d'informations précises sur l'application de la Convention et des Protocoles qui s'y rapportent;

ii) Les moyens les plus efficaces d'analyser de telles informations et de déterminer les questions qui méritent son attention spéciale en ce qui concerne l'application de la Convention et des Protocoles qui s'y rapportent.